

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

SESSION DE JUIN 2013

Déclaration politique,

Anne Camus, groupe Bretagne Écologie

Monsieur le Président, chers collègues

Il est évidemment impossible de commencer cette intervention sans évoquer les priorités annoncées comme étant retenues par la commission mobilité 21 sur les infrastructures de transport. Le coup est rude pour la Région Bretagne qui avait placé beaucoup d'espoirs dans le projet BGV. Rien ne devrait donc se faire avant l'horizon 2030. Voilà qui simplifie ou complique singulièrement nos débats, c'est selon.

Il ne faudra compter sur aucune création de nouvelle voie à grande vitesse de Rennes à Brest, Quimper, Nantes ou même Notre-Dame-Des-Landes. Un aéroport international, sans desserte régionale ... décidément, ce projet va être de plus en plus difficile à défendre.

Le débat public sur le tracé nous renvoie donc à des temps plus lointains. Pour autant les débats concernant les déplacements intra-régionaux, l'irrigation des villes moyennes de Bretagne, les pôles d'inter-modalité, les systèmes d'information et de billettique multimodaux, ... sont d'autant plus importants.

Notre objectif était de mettre Paris à 3 heures de la pointe bretonne. Nous risquons de ne pas y être réellement avant un petit moment. Comment pouvons-nous alors nous rapprocher d'un objectif de 1h30 entre Brest, Quimper et Rennes ? Les priorités prônées par la commission mobilité 21 ne nous ont pas heureusement retiré notre compétence sur les transports et nous n'avons pas perdu tous nos moyens. Il nous semble primordial de prendre des mesures pour éviter la fracture territoriale entre l'ouest et l'est breton, le déséquilibre territorial se trouvant hélas également renforcé par la labellisation « métropole » de Rennes et Nantes, mais pas celle de Brest.

Les annonces successives de fermetures de sites industriels ne sont pas les conséquences d'une crise passagère ou d'une conjonction d'événements malheureux touchant la Bretagne. Ils sont les signes d'une véritable mutation des différentes sociétés qui composent le monde. Cela introduit fatalement le doute dans les esprits. Un doute qui pousse au repli sur soi et à la peur de l'autre.

La mutation économique que connaît le monde entraîne en effet une forme de perturbation des esprits. Elle se traduit sinistrement par certains scores électoraux de l'extrême droite, refuge de citoyens déçus par la droite et sans doute aussi par la politique économique et sociale du gouvernement.

Reconnaissons aussi le rôle négatif de comportements désinvoltes de certains élus.

Dans cette période, extrêmement difficile nous devons proposer des orientations fortes. Certes les grands centres de décision économique sont souvent ailleurs comme dans l'automobile et la défense. C'est l'une des caractéristiques de notre Région de trop dépendre de décisions extérieures à elles. Mais ce n'est pas toujours le cas si l'on se réfère au secteur agro-alimentaire et plus particulièrement à celui qui fait parler de lui aujourd'hui. Quoiqu'il en soit, c'est localement que les citoyens vivent les conséquences de décisions souvent plus financières qu'industrielles. C'est donc localement qu'il faut réagir et agir en faveur de modèles performants et durables.

Il est donc important de parvenir à revisiter les filières historiques de la Bretagne car cela correspond à une nécessité sociale. On ne peut laisser les ouvriers de l'automobile, de l'agro-alimentaire et des communications sur le bord du chemin. Mais notre vrai problème aujourd'hui est justement de réussir la mutation et pour cela ne pas chausser des lunettes de court terme.

Constatons qu'il aura fallu plusieurs mois successifs de fragilisation des filières économiques sur lesquelles la Bretagne s'était appuyée depuis plusieurs décennies, pour faire admettre à nombre de responsables économiques et politiques qu'il y avait bien un problème de fond. Et encore quelques irréductibles pensent toujours qu'il faut simplement laisser passer l'orage, tout en redoutant que le ciel ne leur tombe sur la tête.

Il nous faut régler les problèmes de long terme avec les instruments de long terme ... La région peut et doit se donner le cap de la transition énergétique, des territoires à énergie positive, d'une agriculture territorialisée, basée sur l'agro-écologie et les circuits courts, de l'éco-construction avec les matériaux bio-sourcés bref tout ce qui permet de relocaliser l'activité économique et les emplois. L'intelligence collective dont les bretons ont su faire preuve dans le passé permettra d'ouvrir de nouvelles voies d'avenir.

La Région souhaite réfléchir à ce que sera la Bretagne en 2030, et au début du mois de juin, à Saint-Brieuc, cette perspective est venue enrichir la rencontre des territoires que vous avez initiée, Monsieur le Président.

2030 n'est pas si loin de nous. Aurons-nous le temps d'ici là, de vivre un Acte IV de la décentralisation puisque le regretté Acte III s'est fracassé sur les murs des corporatismes, jusqu'à être réécrit par les sénateurs, apparemment très fiers d'eux, qui plus est.

Il est encore trop tôt pour connaître exactement la fin de l'histoire de ce beau projet, mais il est maintenant certain que nous nous sommes éloignés un peu plus de l'Europe des Régions. Voilà donc un sujet sur lequel il faudra revenir, car

il n'est pas raisonnable que cette question de l'organisation territoriale reste ainsi sans véritable réponse.

En 2030, souhaitons que le maillage des villes moyennes de Bretagne résiste à l'effet d'aspiration de la métropolisation. Sur ce dernier point, le choix est fait depuis longtemps par la majorité de l'Assemblée Régionale, de s'appuyer sur les Pays. Cela ne résout évidemment pas tout, mais c'est un bon moyen pour organiser les solidarités, impulser les échanges, les mutualisations, et envisager autrement de nouvelles manières de vivre et travailler au pays.